

LE PROGRAMME DE PRIVATISATION AFFICHE UN BILAN DÉCEVANT La raison, les ambitions contraignantes du gouvernement

Le bilan du programme de privatisation sur la période 1995-2006 est bien décevant. Le nombre d'entreprises publiques cédées est faible.

Il s'agit plus de petites unités, et pour l'essentiel de cessions internes.

Cet échec, l'universitaire Abdeljelil Bouzidi, dans une thèse de doctorat en sciences économiques, soutenue le 19 décembre dernier à l'université La Sorbonne Nouvelle - Paris 3, le lie aux objectifs fixés par le gouvernement en matière de privatisation.

Dans cette thèse consacrée à la transition économique, l'auteur a tenté de démontrer qu'en voulant en faire une panacée, le gouvernement a rendu le programme de privatisation très difficile à concrétiser.

Selon ce chercheur, «cette ambition des objectifs, reçue par les repreneurs potentiels comme autant de contraintes, explique en grande partie les hésitations et les tâtonnements qu'a connues l'application du programme».

Entre les résistances de la puissante Centrale syndicale et les craintes des repreneurs potentiels, le gouvernement peinait à trouver les voies et moyens à même d'accélérer le rythme des opérations de privatisation.

Estimant nécessaire d'assurer la bonne exécution de la privatisation des entreprises publiques et l'introduction des contraintes d'efficacité, il s'est interrogé sur la manière de transformer le potentiel de l'économie algérienne en croissance économique, en emplois et en insertion positive dans la mondialisation.

Pour ce docteur, la réponse est à trouver à la fois au plan de l'allocation sectorielle des ressources mais, aussi et surtout, celui de l'entreprise, le vrai moteur du décollage économique, dans le contexte d'aisance financière sans précédent.

C. B.

80 TRAVAILLEURS DE L'EX-BATOS REVENDIQUENT LEURS INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT

En ballottage entre Temmar, la SGP et Sidi Saïd

Ils sont près de quatre-vingts travailleurs de l'ex-EPE Batos, une entreprise dissoute spécialisée dans le bâtiment à revendiquer leurs indemnités de licenciement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Comme dernier recours, ils interpellent les autorités de l'Etat, le secrétaire général de l'UGTA y compris, à intervenir «pour faire valoir nos droits légitimes». Le dernier document en leur possession datant d'octobre 2007 et signé par le secrétaire général du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements et adressé au président du directoire de la SGP Indjab fait état de la «nécessité de procéder, dans les plus brefs délais, au versement des indemnités dues aux travailleurs». Or, jusqu'à aujourd'hui, soutient un collectif des travailleurs qui s'est déplacé à la rédaction du *Soir d'Algérie*, «rien n'a été réglé. Nous n'avons rien perçu. Nous sommes livrés à nous-mêmes».

Et pourtant dans le document, il est écrit que «suite à la réunion de monsieur le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements avec le secrétaire général de l'UGTA qui s'est tenue le 07/10/

2007 au siège du ministère, j'ai l'honneur de porter à votre attention que le ministère a été informé des revendications des travailleurs de l'ex-entreprise Batos qui demeurent non traitées à ce jour. Aussi, et en rappel de notre courrier n° 520/SG/2007 en date du 2 mai 2007, je vous demande de procéder et ce, dans les plus brefs délais, au versement des indemnités aux travailleurs».

Dans un autre document qui nous a été remis par le collectif des travailleurs et portant la signature du liquidateur de l'entreprise, il est écrit que «dans le cadre des recommandations contenues dans le PV n°019/07 du 16 janvier 2007 et notifiées par la commission chargée du traitement des recours nés de la mise en œuvre du volet social au liquidateur de la société ERCA-Batos pour l'application des mesures arrêtées à l'ensemble des cas cités dans ledit procès-verbal, il est porté à la connaissance des travailleurs concernés que leurs requêtes sont



Sidi Saïd interpellé.

prises en charge et que le paiement de l'indemnisation s'effectuera sur le produit de la vente de matériel de l'entreprise. Cette opération de vente sera réalisée dès que les démarches réglementaires en usage seront accomplies». La lettre en question date de mars 2007 et à ce jour rien n'a été fait pour les 76 ex-travailleurs de l'ex-Batos. Pour ces derniers, il s'agit «d'un véritable mépris, voire

d'une hogra qui ne dit pas son nom et qui nous pousse à agir en usant de tous les moyens pour faire valoir nos droits légitimes». «Nous observerons prochainement une grève de la faim devant le siège de la Centrale syndicale et nous crierons haut et fort nos revendications légitimes», s'est-il exclamé.

A. B.

ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Sensibilisation dans le milieu scolaire

Des journées portes ouvertes sur les économies d'énergie dans le milieu scolaire ont débuté, hier, au CEM des «Frères Abdeslami» de Kouba, à l'initiative de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue).

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Cette action de sensibilisation s'inscrit dans la stratégie du Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) que le ministère de l'Énergie et des Mines veille à mettre en œuvre pour la rationalisation de l'utilisation des différents types d'énergie.

L'objectif de ces journées qui s'étendent jusqu'au 13 janvier est de poursuivre le travail de sensibilisation des écoliers aux principaux facteurs influant la consommation d'énergie et de leur inculquer les bons gestes et les solutions pos-

sibles pour économiser l'énergie à la maison et à l'école. La finalité étant de promouvoir l'éducation à la maîtrise de l'énergie.

A l'occasion de ces journées, il s'agira notamment d'expliquer les différentes formes d'énergie y compris les énergies nouvelles et renouvelables.

Les écoliers seront également initiés, lors de ces journées, à la manière de calculer la consommation énergétique à la maison.

Enfin, ces expériences permettront d'engager et de susciter un débat avec les écoliers sur les

questions liées à l'énergie et aux économies d'énergie. 2 000 élèves, âgés de 13 et 14 ans, sont ciblés par cette action.

Ils recevront, six jours durant, des explications sur l'énergie et ses différentes utilisations et sur le thème de l'économie de l'énergie à la maison et à l'école et la rationalisation de son utilisation.

Les écoliers recevront, également, lors de ces journées, des explications sur la manière de lire sa facture d'énergie et sur la production de l'énergie par le biais des énergies renouvelables.

A cet effet, des panneaux publicitaires sur les gestes à faire pour économiser l'énergie seront exposés. Par ailleurs, la ville d'Oran

abritera, du 19 au 21 janvier en cours, des manifestations similaires qui seront organisées au niveau de quatre établissements scolaires, selon les organisateurs qui ont souligné, qu'au cours de l'année prochaine, cette initiative sera élargie à d'autres wilayas, notamment au sud du pays.

Des diplômes honorifiques et des prix ont été décernés aux écoliers lauréats du concours du meilleur exposé sur la problématique de la maîtrise de l'énergie, organisé au niveau des huit établissements scolaires, outre la distinction des enseignants ayant encadré les différents exposés.

M. O.

ORAN

Campagne de Sonelgaz sur les risques liés au gaz

La Direction ouest de Sonelgaz a entamé depuis hier sa campagne de sensibilisation aux risques liés au gaz.

Cette campagne qui s'étalera durant toute la période hivernale c'est-à-dire de janvier à mars, prévoit des actions de sensibilisation en direction des établissements scolaires et des comités de quartiers ; quant aux abonnés plus directement, ils sont régulièrement sensibilisés et informés

grâce aux contacts avec les agents de Sonelgaz.

Les statistiques de Sonelgaz que ce soit à l'échelle nationale ou locale, pour ces deux dernières années, montrent que ce type de campagne est plus que nécessaire.

Bien que le nombre d'accidents ait légèrement diminué, les décès à déplorer par contre ont légèrement augmenté.

En effet, en 2007, il y a eu 46 accidents ayant entraîné les

décès de 27 personnes et provoqué des blessures à 93 personnes.

L'année précédente, soit en 2006, le nombre des accidents était de 67 pour 22 morts et 145 blessés. Cela pour les statistiques à l'échelle nationale.

Au niveau local alors que la Direction ouest qui compte 17 wilayas de l'Ouest et 20 directions régionales a enregistré durant l'année 2007 seulement 7 accidents et 5 décès, alors que l'an-

née d'avant, le nombre d'accidents enregistrés était de 20 et 4 décès à dénombrer.

Il est à souligner que les causes des accidents ne sont pas systématiquement imputables à une défaillance des équipements ou des installations de Sonelgaz.

Au niveau d'Oran, la campagne de 2007 avait permis de toucher quelque 259 établissements scolaires et la tenue de 13 journées portes ouvertes.

Fayçal M.